

**EN COUVERTURE**

# Le nouveau « cerveau » de Macron

**Inspirateur.** Le président de la République veut faire de l'égalité des chances sa priorité. Dans cette bataille, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, sera en première ligne. Il dévoile au *Point* son programme (p. 36). La philosophe Monique Canto-Sperber, le contre-amiral Loïc Finaz, directeur de l'École de guerre, et l'essayiste Guy Sorman pointent les failles du système de formation des élites en France (p. 131).

ÉLODIE GRÉGOIRE POUR « LE POINT »

**EN COUVERTURE**

PAR SAÏD MAHRANE

C'est une évidence, presque une banalité, qui aurait dû occuper l'essentiel des débats et noircir toutes les pancartes des gilets jaunes. Car on a beau calculer les points de PIB et réclamer des RIC, aucune «*maximisation des possibles*» – pour reprendre une expression chère à la macronie – n'est envisageable si, à l'école, l'intelligence n'est pas efficacement entretenue et perfectionnée. Les études et autres classements internationaux nous font honte. Or longtemps la nation a pleuré les effets dont elle chérissait les causes. C'est un fait : l'égalitarisme a produit l'inégalité. L'argent et la naissance, qui offrent de beaux horizons, se sont substitués au mérite et au talent. La République, dès lors, ne tient plus sa promesse. Jean-Michel Blanquer ? Appelez-le désormais ministre du Mérite et de la Mobilité. Car la tâche qui lui incombe, éminemment lourde, consiste à briser les déterminismes, à donner à chaque enfant, proportionnellement à ses efforts, une chance de réussir dans la vie, quels que soient sa situation géographique et le métier de ses parents. Tout réside, selon lui, dans l'«*émancipation*», qui s'acquiert d'abord par le savoir. Feu Claude Imbert, le fondateur du *Point*, avait formulé cette proposition : «*Il faudrait inventer le "taux national brut d'éducation" ! Cet indice-là gouvernera tous les autres.*»

«*Mes préoccupations au quotidien, ce sont l'élévation du niveau général et la justice sociale*», affirme Blanquer dans l'entretien qu'il nous accorde. Il ajoute vouloir renouer avec une «*meritocratie réelle*», celle qui fit ses preuves après guerre et jusqu'à la fin des Trente Glorieuses, et qui permit à des fils d'ouvriers d'intégrer Polytechnique ou l'Ena. Blanquer relève là un point capital, qui conditionne le reste de son action. Car à quoi bon concentrer tous les efforts sur le primaire si, après le bac et même avant, chaque élève prend la voie à laquelle le prédestinent son lieu de vie et sa condition so-

ciale ? Ceux qui sortent aujourd'hui de ces grandes écoles sont majoritairement issus d'un milieu privilégié, quand leurs parents n'ont pas suivi le même cursus.

Ainsi donc, Emmanuel Macron souhaiterait revoir la formation des élites. La question dépasse en réalité la seule Ena et met en lumière les failles de toute notre structure sociale. Le mérite, même réel, est-il encore la meilleure formule pour corriger les «*inégalités de destin*» (Macron) qui caractérisent notre société ?

«*L'effort des républicains a été de républicaniser les élites en les méritocratisant. Il aboutit en 1945 avec la création de l'Ena. En retour, le système des concours, des classes préparatoires et des grandes écoles donne aux élites en France une légitimité incomparable*», souligne Marcel Gauchet, auteur de «*Comprendre le malheur français*» (Stock). Mais qu'advient-il lorsque cette méritocratie, qui confère une légitimité reposant essentiellement sur le travail, devient un mécanisme pervers de reproduction sociale et de transmission de privilèges ? Gauchet : «*Toute méritocratie qu'elle soit, cette élite demeure une élite de la naissance, une méritocratie héréditaire, elle reste en réalité largement l'émanation des couches sociales dominantes, qui ont trouvé un moyen de perpétuer leur position dans la société.*» En France, selon l'Observatoire des inégalités, 49,5 % des étudiants en classes préparatoires ont pour parents des cadres supérieurs, 6,4 % des ouvriers et 10,1 % des employés. Pour se défendre, l'Ena a cru bon de publier un tweet sur l'origine sociale de ses élèves en retenant pour seul critère la profession des... grands-parents : «*Pour la promotion actuelle de l'Ena, 14 % d'élèves petits-enfants d'ouvriers, 9 % petits-enfants d'agriculteurs, 12 % petits-enfants d'artisans...*» Si la France fait partie des pays les moins inégalitaires, selon l'OCDE, elle est de ceux où la mobilité sociale est la plus faible.

Le sociologue britannique Michael Young, inventeur dans

les années 1950 du mot méritocratie, pointait déjà les limites de cette norme sociale : «*Dans la mesure où, en bas comme en haut de la société, on admet que le mérite doit régner, les membres des classes inférieures peuvent tout au plus chicaner sur la manière dont la sélection a été effectuée, mais non s'opposer à une norme à laquelle tous adhèrent. (...) Cette acceptation généralisée du mérite comme arbitre ne peut que condamner au désespoir et à l'impuissance tous ceux, et ils sont nombreux, qui n'ont pas de mérite.*»

**Echec.** Ces obstacles à l'extraction sociale, Emmanuel Macron les a pourtant bien cernés lors de sa campagne présidentielle. Abandon des territoires, culte des diplômés, goût des classements, entre-soi social, impossibilité d'entrer sur le marché du travail sans une solide qualification – autant de tares que le futur président attribuait aux élites, qui, selon lui, avaient «*trahi*». Cette République des bons élèves aurait renoncé, en outre, à l'idée de guider le peuple, préférant vanter, souvent dans un registre moral, les mérites d'un monde qui lui convient et qu'elle voudrait hégémonique. Partant, chacun emprunte des voies différentes : aux élites la foi dans le progrès et dans l'ouverture ; au peuple le repli et le refus. Le référendum sur le traité européen de 2005 a été l'illustration de cette rupture. Mais l'élite française n'est pas la seule à souffrir de ces travers. Dans son dernier numéro, la revue *Books* rapporte le discours de Daniel Markovits, un éminent juriste de Yale, lors d'une cérémonie de remise de diplômes en 2015. Le professeur a profité de l'occasion pour dire son fait à cette génération de nouveaux diplômés, tous promis à des postes prestigieux : «*Vous qui êtes assis devant moi appartenez à l'élite, à la nouvelle classe de travailleurs de rang supérieur. Or, quelles que soient ses vertus, cette structure impose des coûts énormes. (...) Il y a là une ironie de l'Histoire. Beaucoup ont embrassé la cause de la méritocratie pour en finir*

**L'Ena en 7 chiffres**

**2%**  
des anciens élèves de l'Ena font de la politique au niveau national

**8%**  
travaillent en entreprise de manière durable

**et 20%**  
y font un passage temporaire

**80%**  
des élèves viennent de Sciences po

**60%**  
des élèves ont passé leur bac en province

**70%**  
des élèves ont un père exerçant une profession supérieure

**contre 45%**  
dans les années 1960

LIRE AUSSI NOTRE DOSSIER SUR LES ÉLITES P. 131 DANS

**LE POSTILLON**



### Quand Macron parlait d'ascenseur social...

« Il s'agit de sortir de ce piège où l'accumulation des droits donnés aux travailleurs se transforme en autant de handicaps pour ceux qui n'ont pas d'emploi. Mais c'est difficile à expliquer et à porter, spécialement quand on est de gauche. »

*Le Point, 27 juin 2014*

« Aujourd'hui, quelqu'un qui vient d'une famille modeste, ou peu qualifiée, même avec un baccalauréat, n'a pas assez de chances de réussir. Voilà le drame que nous vivons ! »

*Le Point, 31 août 2017*

ÉLODIE GRÉGOIRE/REX  
*avec les privilèges héréditaires, mais, alors qu'elle a été le moteur de la mobilité sociale, la méritocratie bloque aujourd'hui l'égalité des chances. La méritocratie constitue une aristocratie des temps modernes.* » Socialistes (par goût de l'égalité) comme libéraux (par volonté de lever les entraves à la réussite) partagent aujourd'hui ce constat d'échec. Reste un écueil à éviter : comment répondre à ce qui est une « catastrophe pour la société », selon Mar-

kovits, sans céder à une forme de populisme qui ferait de l'ensemble de ces élites technocratiques, qui ont montré par le passé leur efficacité, les représentants d'une aristocratie qu'il faudrait décapiter ? En souhaitant refonder l'Ena au profit d'un établissement public plus ancré dans les profondeurs du pays et plus représentatif, le président ne plaide-t-il pas pour ce que Pierre Rosanvallon appelle une « société des égaux », aussi

utopique que contre-productive ?

Un rapport sur l'éducation publique datant de la Révolution préconisait de former tous les enfants dans des « maisons de l'égalité », chacun y recevant exactement la même éducation dans des conditions matérielles strictement identiques (uniforme, même nourriture, même instruction...). Le risque, comme souvent, est de demander aux premiers de s'aligner sur les derniers ■

**En phase.** Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer à l'Élysée le 8 février 2018.

**EN COUVERTURE**

# Jean-Michel Blanquer : « Je



**Quinquennat, acte II.**  
Jean-Michel Blanquer dans son bureau du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, à Paris, le 19 avril.

**Programme.** Famille, lutte contre le communautarisme, récompense du mérite... La France du ministre de l'Éducation nationale.

PROPOS RECUEILLIS PAR ERWAN BRUCKERT, LOUISE CUNEO ET SÉBASTIEN LE FOL

**Le Point :** Le grand débat a donné lieu à un exercice inédit de démocratie, mais, à l'arrivée, ne renforce-t-il pas la verticalité du pouvoir en France et sa personnalisation excessive ? A la fin, c'est encore le président qui dit : « Je vous réponds... »

**Jean-Michel Blanquer :** Un système politique bien fait intègre les deux dimensions : une forte verticalité et une forte horizontalité. Cela signifie une grande participation des citoyens aux sujets qui les concernent et une réelle capacité de décision du pouvoir politique. Ces deux dimensions se confortent mutuellement. L'impuissance politique est justement ce que les Français pourraient reprocher le plus aux gouvernements des temps précédents. Et regardez autour de nous : presque tous les pays européens sont dans une situation d'indécision, ce qui nourrit une crise démocratique. Sans même parler de la Grande-Bretagne et de son incapacité à régler le Brexit, on a très souvent des gouvernements de coalition, ou même des gouvernements sans majorité, qui font de la politique en surface mais ne sont pas en mesure de réformer leur société.

ÉLODIE GRÉGOIRE POUR « LE POINT »

# suis un républicain social »

Ces pays sont dans une situation extrêmement fragile, ce qui est un problème pour l'Europe. Les indécisions nationales conduisent aussi à une indécision européenne. Notre pays connaît une certaine fragilité sociale et une forme d'inquiétude qui est d'ailleurs à l'origine de l'élection d'Emmanuel Macron, mais aussi – c'est un paradoxe – à l'origine du mouvement des gilets jaunes. Heureusement que nos institutions sont solides en de telles circonstances. Ce serait une contradiction de se plaindre d'avoir les moyens institutionnels de donner une suite au grand débat. C'est une chance d'avoir un président qui sait décider et qui peut décider. Nous sommes déterminés à apporter des réponses concrètes aux attentes des Français.

**La question de l'éducation et de l'égalité des chances est au cœur des mesures d'Emmanuel Macron. Pourtant, l'éducation est un thème qui a été peu évoqué dans les contributions du grand débat.**

Dans ce grand débat, l'éducation n'est pas apparue comme un problème, mais comme une solution. Elle est au cœur du projet de société porté par le président de la République car elle est la première des réponses aux problèmes soulevés par les Français. C'est le cas évidemment pour le sujet de l'égalité des chances, sur lequel je reviendrai. Prenez l'emploi : les Français ont manifesté leur souhait d'une plus grande proximité entre formation et monde économique. Cela coïncide avec les réformes de la voie professionnelle et de l'apprentissage amorcées depuis deux ans. Autre sujet au cœur du grand débat : la transition écologique. L'éducation est impliquée au premier chef, comme nous l'avons montré avec la consultation des lycéens et autour des actions que nous menons avec eux. L'autre thème important, c'est l'éducation morale et civique : nous avons justement lancé la première expérimentation du service national universel. Nous encourageons aussi les collégiens et lycéens à s'investir dans des causes d'intérêt général, comme le secourisme ou la participation aux grands enjeux environnementaux. De façon plus générale, il est normal de considérer l'éducation comme le premier de nos investissements d'avenir. C'est ce que pensent le président et le Premier ministre.

**Ce plan de sortie de la crise des gilets jaunes semble en grande partie influencé par vos idées. N'auriez-vous pas pris possession du cerveau du président de la République ?**

C'est une bien curieuse expression. Personne ne prend possession du cerveau de personne et encore moins de

« J'ai toujours été très à l'aise avec la vision systémique et complète des enjeux pour la France qu'a Emmanuel Macron. »

celui du président de la République. On se parle très régulièrement et facilement. J'ai toujours été très à l'aise avec son raisonnement, sa vision systémique et complète des enjeux pour la France. L'éducation est au cœur de son approche. Il a marqué une grande attention à cette question tout au long du grand débat, et c'est d'ailleurs pour cela que je l'ai souvent accompagné. Nous avons évidemment parlé des mesures qui ont trait à l'éducation. Elles sont le fruit de nos observations conjointes, et nous avons travaillé ensemble et avec le Premier ministre sur leur faisabilité. Je pense que ce nouvel acte du quinquennat permettra à la France de mieux maîtriser l'espace et le temps, donc son destin. Son espace par une reconquête de son territoire grâce notamment à la proximité des services publics. Son temps par l'investissement résolu dans l'éducation, c'est-à-dire dans l'avenir.

**Emmanuel Macron ne fait-il pas malgré tout de vous le porte-drapeau d'un acte II du quinquennat ?**

Je suis chargé de l'éducation et il se trouve que c'est le thème qui par définition est à la base d'une réflexion et d'une politique sur l'égalité des chances. De facto, cela me positionne en première ligne. Mais c'est le cas aussi de plusieurs collègues, dont Frédérique Vidal et Muriel Pénicaud. C'est avec elles que nous travaillons à un maillage du territoire par des campus professionnels qui permettront de former beaucoup plus de jeunes à des métiers qui correspondent à des emplois. Notre travail d'équipe comporte en son cœur l'enjeu de l'éducation, à la base de toute

émancipation souhaitable pour chacun des citoyens.

**C'est un retour aux sources du macronisme : l'émancipation, la non-assignation à résidence, l'égalité réelle ?**

Oui. Le projet présidentiel est clairement depuis le début celui-ci : donner à chacun les moyens de mener sa vie. L'émancipation par l'éducation et le travail est une philosophie du progrès et de la liberté. Nous lui donnons un tour concret par les réformes structurelles que nous menons et en prenant en compte les attentes issues du grand débat.

**La France a le niveau de prestations sociales le plus élevé du monde et, malgré cela, un sentiment d'inégalité supérieur à la moyenne. Notre faillite éducative n'est-elle pas responsable de ce sentiment ? L'école, c'est la clé de la réussite, mais aussi de la frustration, non ?**

Prévenir la difficulté sociale est encore mieux que la guérir. Je ne parlerais pas de faillite éducative ■■■

**EN COUVERTURE**

■■■ car nous continuons à avoir de belles réussites, mais notre système n'a pas été à la hauteur de la promesse républicaine. C'est ce que nous sommes en train de changer et qui prend nécessairement du temps. Notre école doit plus garantir un bon départ dans la vie. C'est pourquoi j'insiste tant sur « lire, écrire, compter et respecter autrui ». Si nous consolidons réellement les savoirs fondamentaux chez tous nos enfants à l'école primaire, nous réussirons le plus grand des progrès pour notre société. De plus, notre école doit transmettre davantage les valeurs qui forment l'esprit collectif. C'est ce que j'appelle l'« école de la confiance ». Dès l'école maternelle, l'enfant doit comprendre l'esprit d'équipe, l'écoute, le bonheur de gagner à plusieurs, l'entraide face à la difficulté, etc. Le visage de notre société se joue dans le type de sociabilité que nous déployons à l'école.

**Le pays attend des résultats rapides. Mais les politiques éducatives donnent leur pleine mesure sur le long terme. N'allez-vous pas générer de la frustration ?**

En éducation, par définition, tout relève du long terme. Mais on peut tout de même constater des résultats à court terme, et surtout des effets d'entraînement. Ainsi, le dédoublement des classes de CP et de CE1 en REP et REP+ produira ses pleins effets à l'horizon 2030, mais la mesure a quand même des effets immédiats : sur les élèves, bien sûr, qui sont plus nombreux dès aujourd'hui à maîtriser les savoirs fondamentaux, sur les parents, qui voient que l'on se soucie de leurs enfants, comme sur les professeurs, dont les conditions de travail s'améliorent. Ces effets peuvent déjà se mesurer par le système d'évaluation que nous avons mis sur pied en CP et en CE1. Nous avons déjà réussi à réduire l'écart de résultats entre les élèves des territoires les plus défavorisés et les autres. Et, à partir de septembre, nous toucherons par ce dispositif 3 000 000 d'élèves par an. Si nous continuons ainsi, nous mettrons fin aux déterminismes sociaux les plus affligeants.

**On parle d'un maximum de 24 élèves par classe en grande section, CP et CE1, partout sur le territoire. Quel en est l'objectif ?**

Le taux d'encadrement n'est jamais une baguette magique, mais il peut être un facteur important pour l'amélioration de la réussite des élèves à l'école primaire, particulièrement dans les premières années. Dans une classe limitée à 24, les professeurs peuvent personnaliser davantage leur pédagogie et sans cesse améliorer leurs méthodes grâce à la formation continue.

J'ai pris l'engagement de l'amélioration du taux d'encadrement à l'école primaire dans chaque département de France, à chaque rentrée scolaire, de 2017 à 2022. Au cours de ces années, le gouvernement n'a fait cela.

Nous allons continuer à dédoubler des classes dans les territoires urbains et ruraux défavorisés et soutenir la ruralité en y empêchant les fermetures d'école. Pre-



**Exposé.** Jean-Michel Blanquer reçoit « Le Point » dans le jardin du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, à Paris, le 19 avril.

« J'annoncerai dans un futur très proche le plan internats, conçu avec les collectivités locales, pour lutter contre les déterminismes sociaux. »

nons un exemple : une classe multiveaux est un atout et non un problème quand la pédagogie est adaptée. C'est d'ailleurs un des principes de Maria Montessori pour l'école maternelle, mais cela suppose de ne pas avoir trop d'élèves par classe. L'approche quantitative doit toujours être au service d'une vision qualitative.

**Pourquoi les petites et moyennes sections ne sont-elles pas concernées ?**

Elles ne le sont pas pour le moment, mais à moyen terme notre objectif est d'avoir un meilleur taux d'encadrement à l'école maternelle, de renforcer la formation des professeurs et de développer des partenariats avec les communes. Nous voulons que la France soit le meilleur pays du monde en matière de préscolarisation. Nous avons d'ailleurs placé ce thème au cœur du G7 de l'éducation qui aura lieu en juillet.

**Ces 24 élèves par classe seront-ils généralisés dans l'élémentaire ?**

Nous tendons vers cet objectif. Et cela prendra nécessairement un peu de temps, car nous réinvestissons dans l'école primaire. Jusqu'à aujourd'hui, la France y a consacré un budget moins important que la moyenne des pays de l'OCDE. C'est absurde ! Car c'est la base de tout. Notre objectif est au moins de nous aligner sur la moyenne de ces pays, pour aller à la racine des enjeux d'égalité des chances et construire la réussite de l'enseignement secondaire en consolidant les savoirs fondamentaux. On ne doit plus voir à l'avenir les failles en orthographe ou en calcul que l'on constate chez de nombreux jeunes.

**Concrètement, de combien allez-vous augmenter les dépenses éducatives dans le primaire ?**

Nous créons 2 300 postes à l'école primaire à la prochaine rentrée alors qu'il y a 40 000 élèves de moins. Nous allons continuer dans cette voie. Cela va de pair avec l'augmentation de la rémunération des profes-

ÉLODIE GRÉGOIRE POUR « LE POINT »

seurs, l'amélioration de leur formation, la réussite du système d'évaluation. C'est le sens des mesures prises depuis deux ans. Une priorité politique se traduit nécessairement en priorité budgétaire.

**Envisagez-vous des mesures particulières afin que les meilleurs instituteurs aillent dans les territoires et les écoles qui en ont le plus besoin ?**

C'est déjà le cas : nos classes de CP et de CE1 dédoublées ont été conçues avec des postes profilés. Nous mettons aussi en place, étape par étape, l'engagement présidentiel d'une prime spécifique en REP+, qui concerne près de 50 000 personnes : dès la prochaine rentrée, chaque professeur de l'enseignement primaire et de l'enseignement secondaire en REP+ touchera une prime annuelle de 2 000 euros. Par ailleurs, nous avons entamé un travail sur le pouvoir d'achat des professeurs en général.

**Votre projet de loi pour une école de la confiance a été critiqué par certains syndicats et certaines associations de parents. Est-ce la fin de l'état de grâce pour le ministre Blanquer ?**

Cette loi est une loi profondément sociale et républicaine. La baisse de l'âge de l'instruction obligatoire était préconisée depuis longtemps, à gauche comme à droite. Il en va de même pour plusieurs mesures qui seront des leviers de progrès, par exemple, sur la formation des professeurs ou sur l'évaluation du système scolaire.

Sur cette loi, il y a eu beaucoup de désinformation. J'observe qu'il y a un péril démocratique quand l'information arrive totalement déformée aux citoyens. Il n'a jamais été question de supprimer l'école maternelle, d'affaiblir les directeurs d'école, de fusionner de force les écoles et les collèges ! Il est stupéfiant de voir comment certains ont caricaturé le sens de la loi, parfois même pour lui faire dire le contraire de ce qu'elle signifie.

Il y a toujours eu à subir des mensonges et de la désinformation, a fortiori en démocratie, qui, par définition, permet toute expression. Les ennemis de la vérité profitent des amis de la liberté. Mais il n'en demeure pas moins

que les outils d'aujourd'hui, notamment les réseaux sociaux, ont changé la donne. C'est particulièrement regrettable quand on parle des sujets d'éducation, qui doivent échapper autant que possible aux basses polémiques politiques et devraient s'appuyer sur l'esprit des Lumières, la rationalité, l'échange d'arguments sur des bases justes.

De ce point de vue, les débats sur le primaire et sur le lycée ont été différents. On peut être pour ou contre la fin des séries générales, pour ou contre l'oral au baccalauréat... Ce que j'ai entendu en la matière relève du débat normal.

Alors que, pour l'école primaire, les critiques reposaient soit sur des prémisses inexactes (par exemple, la prétendue suppression de l'école maternelle, alors que nous la consolidons), soit sur des procès d'intention

tels que l'affaiblissement des directeurs d'école, alors que nous voulons les renforcer et mieux les reconnaître.

Le passage au Sénat de la loi à la mi-mai sera l'occasion de rassurer tous ceux qui se sont inquiétés de bonne foi et que je respecte. Nous pourrions faire évoluer certains articles pour bien montrer la visée de la loi, notamment dans le sens de la consolidation de l'école primaire.

**Emmanuel Macron veut lutter contre les inégalités de destin : comment faire, alors même que certains élèves, comme les enfants d'enseignants, ont davantage de chances de finir à Polytechnique que d'autres ?**

Les inégalités liées à l'environnement familial sont une évidence, en France comme dans d'autres pays : un enfant a plus de chances de réussir si ses parents ont un niveau socioculturel élevé et s'ils ont un rapport à l'école bienveillant et constructif. Quand on est enfant de professeurs, on cumule les deux avantages. Pour compenser les inégalités sociales et culturelles entre enfants, la politique familiale et l'aide à la parentalité sont très importantes. Et, pour s'attaquer à la racine des inégalités, la question du vocabulaire est centrale, notamment avant l'âge de 6 ans.

Ce que nous allons faire pour l'école maternelle est directement inspiré par ce constat. Les politiques familiale et de la petite enfance doivent aussi nous permettre d'avancer sur la bonne voie.

C'est la direction que nous avons prise dans le cadre gouvernemental, notamment avec le plan pauvreté.

Des politiques publiques importantes ont commencé pour traiter les différents aspects du problème. Par exemple, nous avons lancé le plan Mercredi, qui bénéficie à des dizaines de milliers d'enfants, pour qu'ils aient des activités périscolaires épanouissantes par la culture, la nature et le sport. Nous lançons aussi avec Christelle Dubos les petits déjeuners gratuits et les déjeuners à 1 euro dans les territoires urbains et ruraux les plus pauvres. Grâce à une alliance avec les collectivités locales, nous dévelop-

pons des politiques sociales concrètes pour prendre en compte la réalité de la vie de l'enfant. Et j'annoncerai dans un futur très proche le plan internats, conçu avec les collectivités locales, pour lutter contre les déterminismes sociaux par des projets éducatifs ambitieux pour les élèves et valorisants pour les territoires.

**La politique familiale est un sujet qui revient souvent dans vos préoccupations.**

**La France a-t-elle pris la mesure de son déficit démographique ?**

Non, et je le regrette. J'ai très souvent évoqué ce sujet dans l'Hémicycle et dans les médias, mais avec un faible impact à ce stade. Il manque entre 40 000 et 50 000 enfants par an depuis 2013 pour assurer le renouvellement de la population. C'est très grave si cela continue. L'enjeu est démographique, mais aussi territorial. ■■■

« Il manque entre 40 000 et 50 000 enfants par an depuis 2013 pour assurer le renouvellement de la population. C'est très grave si cela continue. »

**EN COUVERTURE**

■■■ car ce déficit se constate particulièrement dans les zones rurales. Nous devons agir sur la qualité de vie des jeunes couples. Pour cela, il faut des politiques familiale et territoriale concrètes, qui passent par la proximité des services publics, notamment d'éducation et de santé, mais aussi par le haut débit d'Internet, les petits commerces, un accès au logement... On doit pouvoir enclencher un cercle vertueux démographique et économique, social et culturel, dans lequel l'éducation joue un rôle matriciel. Le président a pleinement pris en compte cela et ses propositions pour la sortie du grand débat vont permettre d'enclencher ce cercle vertueux pour nos territoires.

**La suppression de l'Ena ne serait-elle pas un gadget ?**

Il faut revenir aux fondements de la création de cette école, c'est-à-dire la recherche d'une méritocratie réelle. Il faut faire attention, car la formation des hauts fonctionnaires peut aisément virer en technocratie ou en oligarchie. Il est donc normal de réinterroger sans cesse notre système. Non pour l'abolir, mais pour lui redonner son sens initial : profondément républicain, avec une assiette sociale large, qui récompense les mérites, pas seulement à 20 ans, mais aussi plus tard dans la vie. Il faut diversifier les expériences de ceux qui sont issus de l'Ena. Cette refondation portera remède à ce qui est perçu par la population comme une dérive technocratique tout en renforçant ce qui est notre atout : le sens de l'Etat porté par des fonctionnaires de qualité.

**Conservera-t-on le concours d'entrée ? Il garantit tout de même l'égalité républicaine...**

L'idée du président n'est pas de revenir sur la notion de concours, mais sur le côté « cliquet » qu'il peut représenter. Le concours doit être une étape, pas un sauf-conduit.

**Certains préconisent de s'inspirer de l'École de guerre pour former les hauts fonctionnaires. Est-ce un bon modèle ?**

L'idée que tout ne se joue pas à 20 ans et qu'il peut y avoir des sas à différentes périodes de la vie pour valoriser ceux qui ont fait leur preuve sur le terrain est évidemment bonne.

**Au-delà de l'Ena, un diplôme obtenu à 25 ans vous assigne en France à une place à vie dans la société. Comment en finir avec cette fatalité ?**

On aura toujours besoin d'un vivier de personnes très compétentes servant l'Etat. Il ne faut pas détruire cela, c'est une force de la France ! En revanche, il ne faut pas créer des castes reposant sur un concours réussi à 20 ans qui déterminerait tout le reste de la vie. Cela suppose des mobilités de carrière et l'intégration de personnes aux parcours variés.

**Comment faire pour augmenter cette mobilité ?**

N'oublions pas que ce raisonnement vaut aussi pour la fonction politique. L'accès aux responsabilités politiques de personnes aux profils très différents est

un enjeu démocratique. L'élection d'Emmanuel Macron a déjà agi dans ce sens, avec notamment beaucoup plus de femmes et beaucoup plus de personnes issues du secteur privé parmi les députés de la majorité.

Il y a encore des progrès à faire pour que les ouvriers et les employés soient plus présents dans la classe politique. Notre manière de concevoir la politique et de l'ouvrir à des personnes issues de milieux diversifiés est la première des réponses. Pour le reste, il faut bien sûr créer des passerelles tout au long de la vie, mais il faut aussi une technicité qui garantisse la qualité des élites administratives. Les mesures qui valorisent le titre de docteur pour accéder à des fonctions de responsabilité vont dans le bon sens.

**Peut-on s'appuyer sur l'université française ?**

Bien sûr ! Une des caractéristiques de la France est de connaître encore une sorte de Yalta de l'enseignement supérieur, avec l'université d'un côté et les grandes écoles de l'autre. Il y a trop peu de circulations entre les deux, même si cela a évolué positivement récemment.

Il faut consolider le prestige qui va avec l'université.

Etre un grand pays suppose d'avoir de grandes et belles universités.

La France doit réussir à garder ce qu'il y a d'excellent dans sa tradition, la force que nous a donnée le système des classes préparatoires, des concours et des grandes écoles, qui sont des modèles admirés dans le monde entier. Mais elle doit aussi réenclencher le prestige de la recherche et de l'université.

C'est pourquoi nos réformes visent une logique de réussite beaucoup plus forte pour les premiers cycles de l'enseignement supérieur. C'est le sens du travail que nous menons avec Frédérique Vidal pour un continuum lycée-licence réussi. D'où la réforme du lycée en cohérence avec la réforme de l'accès à l'enseignement supérieur avec la plateforme Parcoursup.

**Emmanuel Macron évoque la nécessité de créer une nouvelle élite de décideurs. C'est une vision très économique de l'élite ! Ne vaut-il pas mieux une élite de connaisseurs ?**

Le fait de mettre en avant la décision n'est pas antinomique avec la notion de savoir, au contraire ! On s'élève par le savoir et on avance par la décision. Cette élévation du niveau général sera un vecteur de justice sociale. En outre, habituer chacun à prendre plus de risques et davantage de décisions pour mieux maîtriser son destin individuel et collectif, c'est une bonne définition de la liberté.

**L'Europe peut-elle être une puissance éducative ?**

Oui ! Et la France peut en être la locomotive. Elle dispose des deux grands piliers qui lui permettraient de posséder le meilleur modèle éducatif : d'abord, le sens logique, la rationalité, l'héritage de l'esprit des Lumières, du cartésianisme, qui font que nous sommes un grand pays de mathématiques et de philosophie. La France a aussi la créativité, la culture, l'esprit critique, la ca-

« Il ne faut pas créer des castes reposant sur un concours réussi à 20 ans qui déterminerait tout le reste de la vie. »



**Noblesse de la main.** Visite de l'Ecole Boulle, lieu historique de l'apprentissage des métiers du bois, à Paris, le 19 avril. Jean-Michel Blanquer souhaite encourager les formations qui mènent à des emplois.

pacité d'imaginer et d'innover, qui sont des compétences essentielles en notre siècle. En bref, nous sommes le pays de Descartes et de Picasso.

Renforcer la logique et la culture chez tous nos élèves, c'est la base de ce qui fera de nous une puissance éducative. Nous avons aussi une vision de cela à l'échelle européenne. Le doublement du budget Erasmus sera un changement d'échelle. Nous aurons par exemple beaucoup plus de lycéens professionnels ayant connu une expérience européenne.

**Vous êtes favorable aux évaluations. Mais sur quels critères serez-vous évalué vous-même? Avez-vous des objectifs concernant la place de la France dans les classements éducatifs internationaux avant la fin du quinquennat?**

La plus importante des évaluations pour moi sera notre capacité à avoir réduit les écarts de résultats entre les enfants pauvres et les autres à l'école primaire.

Je dois être jugé sur l'élévation du niveau général et sur la justice sociale.

S'agissant des classements internationaux, nous pourrions progresser dans le classement du Programme international de recherche en lecture scolaire, qui concerne nos élèves de CM1 : d'ici à deux ans, ils pourraient mesurer nos premiers progrès. Ces rebonds se feront naturellement par étapes. Il ne faut pas se payer

d'illusions sur ce point, car nous avons beaucoup de choses à remonter pour y parvenir.

Nous avons passé Pisa récemment et cela concerne les élèves de troisième. Nous l'avions préparé autant que possible. Nous verrons si de premiers frémissements peuvent s'observer.

**Vous êtes le ministre le plus plébiscité dans les enquêtes du Point et d'Ipsos par les sympathisants de droite; cela fait-il de vous un homme de droite?**

J'ai toujours refusé les étiquettes. Si je devais choisir deux mots pour me définir, je choisirais d'abord républicain : la République représente l'Etat de droit, l'impératif de justice sociale, la mise en œuvre de la devise républicaine, accompagnée de la laïcité. Derrière l'idée de République, il y a aussi l'idée d'amour de son pays. J'aime l'idéal antique du don de soi pour la République.

Le second mot serait social : mes actions vont dans ce sens, comme la loi pour l'école de la confiance, qui est une loi sociale, en donnant accès à 25 000 élèves parmi les plus défavorisés à l'école maternelle, en permettant à des étudiants ayant peu de moyens d'être rémunérés dès leur deuxième année de licence s'ils veulent devenir professeur, en améliorant considérablement la scolarisation des élèves handicapés, ■■■

ÉLODIE GRÉGOIRE POUR « LE POINT »



**EN COUVERTURE**



**Savoir-faire.** Rencontre avec une élève du lycée des métiers des arts du verre et des structures verrières Lucas-de-Nehou, à Paris, le 19 avril.

■■■ en prévoyant la formation pour tous les 16-18 ans... Mes préoccupations au quotidien, ce sont l'élévation du niveau général et la justice sociale.

**A la Sorbonne, « Les suppliantes », d'Eschyle, ont été censurées par des groupes se présentant comme antiracistes. Cette « dictature des identités » va-t-elle bientôt rendre la vie commune impossible ?**

Cette dérive identitaire et communautariste est l'un des sujets les plus graves de notre époque. Notre interaction avec les autres est à la fois ce qui nous définit et ce qui définit notre liberté. Il faut être très attentif à toutes les idéologies qui détruisent le collectif au profit de la communauté. La société française n'est pas assez consciente du danger que représentent ces façons de penser, qui véhiculent en réalité un nouveau racisme et un nouvel antisémitisme. Je ressens cela nettement comme des forces de destruction auxquelles il faut opposer la force de la vie. La complaisance vis-à-vis du fondamentalisme islamique et plus généralement vis-à-vis de tout ce qui sape les sociétés occidentales est une figure psychologique de la haine de soi et une résurgence politique du nihilisme ; autrement dit, ce qu'il faut combattre si nous voulons un monde meilleur pour nos enfants. J'ai dû m'insurger à deux reprises contre les initiatives nauséabondes du syndicat SUD93 d'organiser des réunions dites « racisées ». Ce vocabulaire est ignoble et la pensée faible qui charrie tout cela a malheureusement de forts bastions. Cette violence latente nous oblige à être lucides. C'est un grand enjeu intellectuel et politique de prendre la mesure de ce défi, car les personnes qui pensent ainsi ont développé des fiefs dans le monde politique, culturel, universitaire... Ne pas le voir, c'est un peu comme s'aveugler sur la montée du fascisme dans les années 1920.

« Ne pas voir la dérive identitaire et communautariste, c'est un peu comme s'aveugler sur la montée du fascisme dans les années 1920. »

**N'y a-t-il pas une volonté de minimiser ces phénomènes identitaires et communautaristes, notamment dans l'Éducation nationale ?**  
**Pas de vagues...**

J'étais en accord sur le principe avec le hashtag PasDeVague car je ne veux pas qu'on mette les problèmes sous le tapis : c'est pour cela que nous avons créé les équipes laïcité, de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, de lutte contre la violence dans chaque rectorat de France, ce qui nous permet d'avoir des signalements. Les professeurs pourront certainement confirmer des évolutions positives en la matière, mais il reste encore des problèmes : j'ai observé ces derniers temps l'augmentation des violences en Seine-Saint-Denis, pas liée à l'Éducation nationale elle-même, mais plutôt aux gangs des cités. Or elles ont ensuite un impact sur les établissements. D'où le renforcement de notre coopération avec la justice et la police sur ces enjeux. La première mesure traduisant cela est que le nombre de conseils de discipline n'est plus un critère d'évaluation des établissements. Nous assurons aussi un suivi systématique de tous les signalements. La force doit être du côté du droit. Tout professeur, tout personnel, tout chef d'établissement doit sentir la République derrière lui quand il affronte une situation de violence. Nous agissons fermement pour qu'il en soit ainsi.

**L'incendie de Notre-Dame de Paris a ému les Français. Peter Sloterdijk voit dans cet événement un « signal » de quelque chose. Et vous, y voyez-vous un présage ?**

Il y a des choses qui relient les êtres humains entre eux.

Parmi elles, certains monuments unissent les hommes. Victor Hugo a eu des réflexions très profondes sur ce point lorsqu'il a écrit que l'architecture était le grand livre de l'humanité. Notre-Dame de Paris est bien plus qu'un monument. Elle est un sommet de la spiritualité occidentale, une union de la pierre et de l'esprit. Elle est un personnage de la ville. Elle en est l'âme.

Ce n'est pas un hasard si elle est le point de départ géographique de nos cartes : cela en dit long sur son caractère nodal. Cet incendie est à la fois une

tragédie, heureusement sans perte humaine, et un défi. Il me paraît évident qu'il faut respecter le bâtiment tel qu'il était, ce qui est possible, car nous avons conservé les compétences des artisans. Nous avons d'ailleurs, avec Franck Riester et Muriel Pénicaud, lancé Chantiers de France pour mobiliser toutes les compétences au service de notre patrimoine et de ce joyau.

Le concours sur la flèche est aussi une très bonne idée : il va permettre de comparer ce que serait une reconstruction à l'identique avec ce qu'apporterait une innovation. Nous sommes un grand pays, héritier de grands savoir-faire et de valeurs essentielles. Nous avons en réalité tous les atouts. Notre réussite dépend donc d'abord et avant tout de notre cohésion nationale. C'est vrai pour ce défi comme pour tous les autres ■

ÉLODIE GRÉGOIRE POUR « LE POINT »